



La CGT, la FSU et Solidaires appellent les travailleurs et les travailleuses à manifester leur désaccord avec la politique du gouvernement dès le 19 octobre

En quelques mois depuis son arrivée à l'Élysée, les projets et les premières décisions de Macron s'attaquent directement aux conditions de vie de toute la population.

Le 12 septembre, puis le 21 septembre, nous nous sommes mobilisé.e.s contre les ordonnances, puis le 28 contre pour les retraites, et le 10 octobre pour la défense et l'amélioration des services publics.

Les conditions de travail se dégradent toujours plus, les salaires stagnent ou régressent et les inégalités s'accroissent. L'élargissement de la mobilisation est nécessaire et la convergence des luttes devient primordiale pour défendre nos droits et pouvoir satisfaire nos besoins.

Des dividendes record pour les actionnaires... Avec 40,6 milliards de dollars de dividendes versés, la France conserve sa position de plus gros pourvoyeur de dividendes en Europe. Ces données montrent que les richesses créées par les travailleuses et les travailleurs sont de plus en plus dirigées vers les détenteurs de capitaux et les hauts revenus.

À l'issue d'une rencontre intersyndicale qui a réuni **l'ensemble** des syndicats, les organisations syndicales ont décidé de se revoir le 24 octobre prochain, pour faire le point sur l'ensemble des réformes du gouvernement : loi travail, baisse des APL, hausse de la CSG, réformes à venir de l'apprentissage, de la formation professionnelle et de la retraite, etc... et construire ensemble la riposte commune nécessaire.

Les salarié-e-s du Privé et du Public, nous sommes tous et toutes concerné.e.s.

- Les ordonnances contre le code du travail vont briser les droits des salarié.e.s et transformer la précarité en mode de vie pour tou.te.s. En réinstaurant le pouvoir arbitraire du patronat sur les salarié.e.s, en aggravant la subordination individuelle elles réduiront les possibilités de se défendre contre les patrons voyous,
- La baisse des aides au logement (APL) frappent les plus pauvres,
- La suppression des contrats aidés va encore accroître le chômage et réduire les services publics rendus à la population,
- L'augmentation du forfait hospitalier de plus de 11% à 20 € par jour,
- La réduction drastique du financement de la Sécurité Sociale par la baisse des cotisations patronales, augmenteront nos impôts et réduiront la possibilité de se soigner correctement et humainement
- La réduction des pensions de retraite par leur gel et la hausse de la CSG,
- La baisse de la dotation aux collectivités locales réduira les moyens budgétaires et humains des services publics, ...
- Le gouvernement a entrepris une déstructuration globale du modèle social français. Rien ne peut justifier ni légitimer ces régressions sociales, au profit des actionnaires.

Refusons la résignation, la mobilisation de tou.te.s doit s'amplifier. Que l'on soit jeune, privé.e d'emploi, salarié.e ou bien retraité.e, agissons tous et toutes ensemble contre le développement de la précarité au travail comme dans notre vie quotidienne. Nous poursuivons la bataille pour un Code du Travail renforcé, de nouveaux droits d'expression des salarié.e.s et de nouveaux pouvoirs d'intervention de leurs représentant.e.s, pour le renforcement des conventions collectives, le rétablissement de la hiérarchie des normes et du principe de faveur (primauté de la meilleure disposition).

**La CGT, la FSU et Solidaire appellent les salarié-e-s, les retraité-e-es et les privé-e-s d'emploi
Le 19 octobre 14H00 à Annonay (Super U) 11h30 à Privas (préfecture) 17h30 à Aubenas
(Boutique SNCF)**